

**Arrêté préfectoral n°1122-24-20070
de mise en demeure**

**Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT
Commune d'Ecouché les Vallées (61)**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171.6, L.171-7, L.171-8 et L.514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.211-2 et L.231-1 à L.231-6 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 et le récépissé de changement d'exploitant du 19 décembre 2006 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un établissement de transit et regroupement de déchets situé à Fontenai sur Orne, commune rattachée à Ecouché les Vallées (SIRET 47998140900028) ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 avril 2018, 19 mai 2021 et 25 avril 2023 modifiant cet arrêté du 14 août 2000 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection en date du 15 juillet 2024 transmis par courrier signé le 15 juillet 2024 ;
- Vu** le courrier de contradictoire en date du 17 juillet 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'exploitant du projet de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception du 17 juillet 2024 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 5 septembre 2024 indiquant que des actions étaient engagées pour traiter les anomalies constatées ;

Considérant que lors de l'inspection du 21 mai 2024, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'a pas été en mesure de justifier de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets, conformément aux dispositions de l'article 16-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 précité ;

Considérant que les non-conformités constatées sont de nature à générer un risque de pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de mesures d'urgence, prescrites à l'article 16-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 :

« Article 16-2 : Étanchéité des ouvrages de stockage de déchets

S'agissant de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets :

- les fosses de stockage de déchets A4, A5 et A6 doivent être vidées dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté, afin de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires ;
- à l'issue de ces travaux, l'exploitant doit procéder à un test d'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 ;
- l'exploitant doit justifier, sous un délai d'un mois, de l'étanchéité des autres ouvrages de stockage présents sur le site.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés ».

Délai :

- 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre les justificatifs d'étanchéité des fosses maçonnées de stockages autres que les fosses A4, A5 et A6.

- un mois à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre les justificatifs d'étanchéité des cuves métalliques aérienne de stockages.

Article 2 :

Faute pour la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de se conformer aux dispositions figurant aux articles 1 à 15 du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R.421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

Article 4 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé : rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.


Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune d'Ecouché les Vallées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Ecouché les Vallées, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **17 SEP. 2024**

Pour le préfet,
le sous-préfet,
secrétaire général



Yohan BLONDEL